

INTERVIEW DE M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, AU JOURNAL ESPAGNOL "EL PAIS", NOTAMMENT SUR LES RELATIONS FRANCO-ESPAGNOLES, LE CONFLIT DES MALOUINES, LA CEE, LE TERRORISME AU PAYS BASQUE, PARIS, DIMANCHE 20 JUIN 1982.

20 JUNE 1982 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

QUESTION.- Vous avez dit dans votre conférence de presse, "les relations entre la France et l'Espagne ne sont pas excellentes". Qu'est-ce que cela veut dire ?

- LE PRESIDENT.- Je l'ai déjà dit. Je crois qu'il y a des incompréhensions entre la France et l'Espagne, malgré la bonne volonté de ceux qui gouvernent. Il y a quelques réalités qui n'ont pas été résolues. Personnellement, je voudrais qu'elles soient excellentes et je fais tout pour cela. Mais, il me suffit de lire la presse pour me rendre compte qu'elles ne sont pas excellentes. Donc si vous me posez la question, "qu'est-ce qui vous fait dire cela" ? : la lecture de la presse espagnole.

- QUESTION.- Si on lit la presse espagnole, on parle beaucoup du problème de l'ETA et du problème basque.

- LE PRESIDENT.- La France est toujours jugée responsable.

- QUESTION.- Le gouvernement espagnol a déclaré, je crois, qu'avec le gouvernement Mauroy les choses sont encore pires qu'avec le gouvernement précédent.

- LE PRESIDENT.- C'est la première fois que j'entends dire cela.

- QUESTION.- Non, on a dit, juste après les élections générales "peut-être que cela sera mieux".

- LE PRESIDENT.- Je n'ai jamais entendu dire par aucun responsable espagnol que les relations étaient moins bonnes qu'avant.

- QUESTION.- Non, mais on l'a publié dans la presse espagnole aujourd'hui. Et pensez-vous que quelque chose peut changer après votre visite sur ce plan-là ?

- LE PRESIDENT.- Je l'espère.

QUESTION.- Sur le Marché commun `CEE` et les prix agricoles, croyez-vous qu'il y aura quelques progrès ?

- LE PRESIDENT.- Nous acceptons parfaitement l'hypothèse de la présence de l'Espagne dans l'Europe occidentale et le Marché commun. la réalité économique impose des discussions sérieuses dont on ne peut annoncer à l'avance ni le délai ni le contenu.

- QUESTION.- Mais on tout cas apporterez-vous des propositions concrètes sur-ce-plan, ou est-ce encore loin ?

- LE PRESIDENT.- Nous sommes tout à fait désireux d'être positifs. La présence de l'Espagne est politiquement évidente. Economiquement, elle risque d'apporter des contradictions supplémentaires à une Europe qui n'a pas résolu ses propres problèmes, et dans laquelle les productions méditerranéennes n'ont pas encore trouvé leur véritable place.

- QUESTION.- On dit en Espagne que si les socialistes gagnent les prochaines élections générales, les relations avec la France et avec votre gouvernement seront peut-être meilleures. Que pensez-vous ?

- LE PRESIDENT.- La France traite avec l'Espagne. Elle ne traite pas avec tel ou tel parti, tel ou tel gouvernement. Les relations entre les deux partis socialistes sont bonnes. La France traite avec l'Espagne, avec l'Espagne démocratique.

- QUESTION.- Vous me parlez de l'Europe. Quels sont les problèmes de l'Europe unie ? Quels sont les problèmes de la construction de l'Europe en ce moment ?

- LE PRESIDENT.- Vous le voyez bien, comme moi, l'Europe n'a pas de véritable volonté politique, et en cette absence de véritable volonté politique, elle a beaucoup de peine à surmonter ses contradictions économiques.

- QUESTION.- En présence des intérêts nationaux, est-ce que le protectionnisme...

- LE PRESIDENT.- Si la volonté politique commune ne l'emporte pas, les intérêts particuliers deviennent prédominants, c'est une loi de la nature.

QUESTION.- Et s'agissant de politique internationale, est-ce que le conflit du Liban peut encore ajouter d'autres contradictions ?

- LE PRESIDENT.- Je ne pense pas qu'on puisse mélanger les choses. Cela est d'actualité, et les problèmes de l'Europe sont des problèmes de fond qui n'ont pas attendu le conflit entre Israël et le Liban pour exister.

- QUESTION.- Mais on dit à propos des Malouines et d'Israël des événements de ce genre pourraient peser sensiblement sur le processus européen.

- LE PRESIDENT.- Ca ce sont les circonstances. Le problème de l'Europe est d'une autre nature. Il n'est pas dû au Liban et à Israël. Le problème interne à l'Europe est posé depuis des années.

- QUESTION.- Donc, vous croyez que dans ces questions ponctuelles, Malouines, Liban, Israël, on ne peut pas dire que l'Europe...

- LE PRESIDENT.- On ne mélange pas les problèmes. L'Europe a des difficultés organiques. L'Europe a besoin de régler un certain nombre de problèmes : la politique agricole commune, elle a besoin de plus de précisions sur la politique économique, elle a besoin de rapprocher davantage ses politiques sociales. Ceux-là ce sont des problèmes qui ne sont pas indépendants, bien entendu, de la politique extérieure, et les graves événements qui se produisent sur le reste de la planète ne peuvent qu'aiguïser les difficultés de l'Europe. Mais l'Europe doit trouver en elle-même sa propre réponse. Et je souhaite qu'aussi bien les problèmes posés par le mandat, par la politique agricole, par les produits méditerranéens, par le système monétaire européen, trouveront leurs solutions. Il faut pour cela une volonté politique, exprimée par certains d'ailleurs, le sentiment qu'il s'agit d'une oeuvre commune, que l'Europe doit s'acheminer vers une indépendance en tant que telle. Tout cela exige une prise de conscience. Naturellement, si cette prise de conscience se produit, alors les réponses communautaires seront plus claires lorsqu'il se posera des problèmes comme ceux qui viennent de se poser à propos des Malouines et à propos du Liban.

QUESTION.- A propos des Malouines, pensez-vous que le dialogue Nord - Sud aboutira après la question des Malouines ? Et que va devenir la position française dans tout cela ?

- LE PRESIDENT.- Ce sont des problèmes d'une nature différente. Il est certain que l'Amérique latine sent dans sa conscience, au fond, le conflit des Malouines comme un conflit Nord - Sud. Mais ce n'est pas exactement un conflit Nord - Sud, et les Iles Malouines étaient peuplées uniquement de Britanniques ou de descendants de Britanniques. Il n'y a pas eu de problèmes de peuple, de peuplement. D'autre part, la France n'a jamais reconnu la souveraineté britannique sur les îles Malouines. Elle ne s'est pas engagée dans ce débat de droit. Simplement la Grande-Bretagne a été victime d'une agression. L'Argentine a estimé devoir régler ce problème difficile par la voie des armes et elle en a, bien entendu, subi les conséquences. Elle a engagé une politique contre laquelle nous ne pouvions rien. A partir de là, alliée de la Grande-Bretagne, amie d'un pays très proche, liée par de grands événements, deux guerres mondiales en l'espace d'un quart de siècle, la France se devait d'être solidaire, mais n'entend pas aller au-delà et veut donc préserver son rayonnement et ses activités en Amérique Latine. L'Italie s'est trouvée dans une position plus aigue encore en raison de la nature propre de la population argentine.

QUESTION.- Pour finir avec ces problèmes internationaux, on vous accuse en Espagne, dans les milieux de gauche, d'être trop atlantiste, trop près de la politique des Américains.

- LE PRESIDENT.- Ce sont des mots qui ne veulent rien dire. La France est l'alliée des Etats-Unis d'Amérique. Nous faisons partie de l'Alliance atlantique. Nous en avons fait partie avec la quatrième République, avec le Général de Gaulle, avec M. Pompidou, avec M. Giscard d'Estaing et tout autant aujourd'hui. La France n'a jamais quitté l'Alliance atlantique.

- QUESTION.- On dit quand même que vous êtes plus ... LE PRESIDENT.- C'est ce que les gens disent. La réalité, elle est là. La France a été toujours dans l'Alliance atlantique, a toujours participé à la même politique. Elle ne participe pas au commandement intégré `OTAN`, c'est-à-dire, qu'elle n'obéit pas à une décision militaire prise sans elle, en dehors d'elle.

- Et la politique de la France, de ce point de vue est aussi jalouse de l'indépendance de la France qu'elle l'était auparavant. Elle l'est même peut-être plus. Le reste, ce sont des mots. On dit atlantiste uniquement parce que j'ai pris des positions plus nettes que mon prédécesseur sur les problèmes de l'armement soviétique en Europe. C'est le seul point sur lequel j'ai axé ma politique, sur le nécessaire équilibre des forces en Europe. A partir de là, naturellement, j'ai pris position contre le développement, contre le déploiement de SS 20 soviétiques. Alors au travers de cette position, qui est une position de

contre le déploiement de SS 20 soviétiques. Alors au travers de cette position, qui est une position de logique, qui touche aussi à l'indépendance de la France, peu m'importent les commentaires. Voyez la position par exemple que j'ai prise sur l'Amérique centrale, les positions que j'ai prises sur l'aide au tiers monde, sur les négociations globales, sur le soutien des cours des matières premières. La position de la France est dans ces affaires tout à fait autonome.\

QUESTION.- Du point de vue économique, monsieur le Président, après la dévaluation, après le plan d'austérité, pourrait-on dire que c'est un échec de la politique ?

- LE PRESIDENT.- Sur-le-plan de lapolitique intérieure française, je réserve ce sujet pour les journaux français.

- QUESTION.- Il y a une phrase de vous sur le socialisme "à la française". En Espagne, on ne sait pas tellement ce que cela veut dire.

- LE PRESIDENT.- Je comprends bien. Je ne prétends pas faire de prosélytisme. J'ai la charge de la France. Je ne prétends pas fournir un modèle à qui que ce soit. Je m'occupe de répondre aux besoins de la France. Il est certain que le socialisme, depuis qu'il existe, le socialisme démocratique, a une existence internationale très forte. A-ce-titre, il y a beaucoup de solidarité entre les différents socialismes, notamment ceux de l'Europe du sud. Mais c'est un sujet que je traitais lorsque j'étais responsable du parti socialiste français et que je n'ai pas à traiter comme chef de l'Etat français. J'applique la politique dans mon pays, avec mandat que j'en ai reçu par le peuple français et je respecte le programme sur lequel a voté le peuple français. Mais cela, le socialisme "à la française", ne vaut pas la peine que l'on s'égare dans de nombreuses définitions. Il suffit de constater le bilan de notre gestion, les réformes que nous avons proposées et adoptées et les grandes orientations que nous avons choisies. En politique, le mouvement se prouve en marchant, comme dans beaucoup d'autres domaines.

- QUESTION.- Mais, même si vous ne faites pas de prosélytisme, le socialisme a quelque chose d'international et croyez-vous que les relations entre le parti socialiste espagnol et le parti socialiste français vont dans ce sens ?

- LE PRESIDENT.- Les relations entre ces deux partis sont de bonnes relations, des relations fraternelles. Mais moi je ne suis plus responsable du parti socialiste en France.\

QUESTION.- Revenons si vous le voulez bien, monsieur le Président, à la politique internationale. Que pensez-vous du mouvement pacifiste en Europe .

- LE PRESIDENT.- Il est de -nature différente selon les pays.

- QUESTION.- Croyez-vous que c'est l'URSS qui est derrière ou pas ?

- LE PRESIDENT.- Oh, pas partout. Il arrive, sans doute, que certaines des composantes de l'action pacifiste soient inspirées mais c'est certainement minoritaire. Et on ne peut pas qualifier le pacifisme en Europe d'agent de l'Union soviétique, ce serait très injuste. Les pacifistes doivent veiller eux-mêmes, mais cela est leur affaire, à bien garder le sentiment de leur autonomie, sans servir aucune forme de suprématie militaire.\

QUESTION.- Quand on parle de suprématie militaire, on parle de la bombe à neutrons. Avez-vous changé d'avis depuis que vous êtes président ?

- LE PRESIDENT.- Non, je n'ai pas changé d'avis. Je suis très pratique, vous savez. On a l'armement qu'on doit prendre pour défendre son pays. J'ajoute que le problème principal, pour la France, c'est de garder la crédibilité de sa stratégie de dissuasion et la stratégie de dissuasion implique que tout adversaire éventuel doit savoir que la France prendra une attitude défensive, mais catégorique, pour la défense de son territoire. C'est ce que j'appellerai, d'un terme un peu vague, dont le contenu sera fixé par moi s'il le faut, les intérêts vitaux de la France. Il ne faut pas que des formes d'armement puissent laisser penser que la France n'est pas décidée à se défendre par tous ses moyens. Nous n'avons pas nous les moyens - comme l'ont les Etats-Unis - d'une défense graduée.

- QUESTION.- Vous ne croyez pas à la défense graduée ?

- LE PRESIDENT.- Sur-le-plan international, non je n'ai pas dit cela. Mais nous parlons de la France pour l'instant. La France, bien entendu, elle, se réserve les avertissements nécessaires pour que l'agresseur éventuel ne doute pas de nos intentions et de notre volonté avant de s'engager dans une guerre & bien entendu, nous y réfléchissons, mais nous n'aurons pas à réfléchir beaucoup si nous nous trouvons devant une agression caractérisée. C'est une stratégie de dissuasion. Alors le problème est de savoir si

la panoplie des armes modernes s'adapte ou ne s'adapte pas à cette stratégie, est complémentaire ou contradictoire. Tout armement complémentaire sera accepté par la France, tout armement contradictoire à cette stratégie ne le sera pas.\

QUESTION.- En reprenant les relations avec l'Espagne, il y a des problèmes sur l'influence française dans la politique du Sahara. Parlez-vous de cela avec le gouvernement espagnol ?

- LE PRESIDENT.- Je suis disponible pour parler de tout problème qui intéressera le roi d'Espagne et son gouvernement. Aucun sujet n'est interdit. Nous sommes deux grandes nations libres et on parlera de tout sujet que l'on aura à l'esprit.

- QUESTION.- Quelle date envisagez-vous pour l'intégration de l'Espagne dans le Marché commun ?

- LE PRESIDENT.- Je ne fixe aucune condition pour parler. Je fixe des conditions pour aboutir, des conditions dont on peut discuter. Il y a quelques préalables qui peuvent être très bien compris.

- QUESTION.- Quels sont les préalables ?

- LE PRESIDENT.- Il faut que l'on se trouve dans des conditions de concurrence commerciale loyale, ceci vaut pour la France d'ailleurs, comme pour l'Espagne, dans les deux sens.

- QUESTION.- C'est seulement les prix agricoles ou il y en a d'autres ?

- LE PRESIDENT.- Il faut discuter aussi des problèmes industriels, des problèmes régionaux, de la pêche, sur d'autres problèmes. Naturellement le problème agricole nous vient d'abord à l'esprit en raison de la similitude de nos productions.\

QUESTION.- J'aimerais revenir sur le problème du pays basque, étant donné qu'on a l'impression dans les milieux espagnols que peut-être avec un peu plus de collaboration de la France, on pourrait résoudre un peu mieux les choses.

- LE PRESIDENT.- Nous avons une attitude tout à fait amicale à l'égard de l'Espagne. Le problème difficile est celui des extraditions, ce n'est pas celui de la surveillance des frontières et de la communication des informations. Le problème des extraditions ne se pose pas par-rapport à l'Espagne, mais par-rapport à l'ensemble. C'est ce qui complique un peu notre tâche. D'un autre côté, il est vrai que nous avons le devoir de favoriser le développement de la démocratie espagnole.

- QUESTION.- M. Giscard d'Estaing avait déclaré lors de sa visite en Espagne qu'il n'y avait pas de raison pour donner l'asile politique aux membres de l'ETA, donc maintenant existe l'impression que M. Defferre `ministre de l'intérieur et de la décentralisation` a dit que les militants de l'ETA ont des motivations politiques, il les compare aux membres de la Résistance.

- LE PRESIDENT.- Nous parlerons de tout cela quand j'irai en Espagne.

- QUESTION.- Pensez-vous donner une conférence de presse à ce sujet quand vous serez en Espagne ?

- LE PRESIDENT.- Je ne sais pas, ce n'est pas prévu. Je ferai une visite au roi d'Espagne, je rencontrerai le Premier ministre, différentes personnalités mais le programme n'est pas tellement fixé pour l'instant dans le détail. J'aurai certainement l'occasion de rencontrer la presse, mais une conférence de presse je ne sais pas, avec tout ce cérémonial...\

LE PRESIDENT.- Vous pensez que les relations étaient très bonnes avant mon arrivée entre la France et l'Espagne. Cela m'intéresse.

- QUESTION.- Je pense qu'elles ne l'étaient pas et qu'elles ne sont pas bonnes, mais je crois qu'il y a des points sur lesquels les gens sont concernés en Espagne et au pays basque, le problème de l'ETA.

- LE PRESIDENT.- C'est le problème du pays basque d'un côté et du Marché commun `CEE` de l'autre. Sur le Marché commun j'avais entendu mon prédécesseur dire qu'il y était favorable et puis ensuite il avait changé de position.\

- QUESTION.- Pour être clair, on pensait qu'avec vous à la Présidence se serait mieux pour l'Espagne et on pensait cela même dans les milieux de droite en Espagne.

- LE PRESIDENT.- C'est possible. C'est-à-dire que vous voudriez que je livre tout basque espagnol qui passe en France...

- QUESTION.- Non, mais il y a des problèmes de collaboration entre les polices.

- LE PRESIDENT.- Je crois que cela existe. QUESTION.- Et l'application de la loi française pour les immigrés qui n'ont pas leur carte de travail.

- LE PRESIDENT.- La loi française s'applique en France de toute façon.

- QUESTION.- On disait qu'il y avait des exilés basques qui n'étaient pas des exilés, qui n'avaient pas leur

carte de travail et qui étaient entrés illégalement en France.

- LE PRESIDENT.- Oui, oui, c'est sûr. Il y a eu des extraditions avec le gouvernement précédent ?

- QUESTION.- Non, non, pas du tout.

- LE PRESIDENT.- Alors de quoi parlez-vous ?\

QUESTION.- Je crois que c'est l'unique point véritablement crucial dans les relations bilatérales. LE

PRESIDENT.- C'est un point très difficile. Je vais en Espagne précisément parce que je ne veux rien négliger pour que les relations entre la France et l'Espagne soient bonnes ou meilleures. C'est dans cet esprit que j'y vais. Sinon je n'irais pas. Parce que j'ai beaucoup d'affinités et de sympathies pour le peuple espagnol et que j'admire sa construction démocratique, qui s'est faite dans des conditions difficiles et courageuses et ce serait dommage de faire durer ces incompréhensions. Mais je dois dire qu'il ne faut pas non plus que ceux qui s'expriment en Espagne se débarrassent un peu de leurs problèmes en disant que c'est la faute de la France. C'est un peu trop facile. C'est une tentation quand même.

- QUESTION.- Oui, c'est facile pour le gouvernement.

- LE PRESIDENT.- Oh, ce n'est pas forcément le gouvernement qui le dit le plus. Il me suffit de prendre connaissance des violentes attaques contre la France, pour m'apercevoir que c'est un dévouement parfois excessif. Mais enfin ce type de campagnes `de presse` n'existerait pas si les relations étaient bonnes. Donc, cela ne me met pas du tout de mauvaise humeur. Je dis simplement, parlons franchement et travaillons à améliorer nos relations. Nos deux peuples ont tout pour s'entendre et la politique doit rechercher l'intérêt commun de nos deux peuples. C'est ce que je m'efforcerai de faire.

- QUESTION.- Vous ferez bien, parce que dans le passé on a parlé, mais au fond les problèmes sont toujours les mêmes.\

LE PRESIDENT.- On ne peut pas résoudre le problème du Marché commun simplement par un coup de baguette magique. Il y a des réalités économiques évidentes. Je vous le répète, l'Europe du Marché commun n'a pas résolu ses propres problèmes et on va en ajouter d'autres. Cela nécessite une certaine ligne méthodique. Le reste c'est de la passion tout à fait inutile. Le problème du pays basque est plus sentimental, sur-le-plan de la sensibilité, plus brûlant, plus violent, plus difficile aussi, je comprends très bien. Mais au fond, vous avez le sentiment que c'est toujours la France qui est coupable.

- QUESTION.- Non, pas du tout. Mais les Espagnols ne comprennent pas pourquoi du côté français il n'y a pas de problèmes et il y a pourtant tant de terroristes qui habitent du côté français.

- LE PRESIDENT.- Tout ce que la police française peut relever en tant qu'organisation terroriste sur le territoire français, doit être jugulé. Il n'y a pas de complaisance croyez-le. Il y a des lois et ces lois il faut les respecter. On parlera dans le meilleur esprit.

- QUESTION.- J'espère cela et j'espère que votre visite en Espagne sera très fructueuse.

- LE PRESIDENT.- Je l'espère aussi. Pourquoi voulez-vous qu'il en soit autrement ...

- QUESTION.- Je vous assure que les attaques contre la France dans la presse espagnole ne viennent pas spécialement de mon journal. C'est vrai qu'on a fait une espèce d'esprit anti-français, pas maintenant, mais de toute façon les problèmes existent.

- LE PRESIDENT.- Oui, oui, bien sûr et ce sont ces deux problèmes principaux que vous avez très bien cernés, ils ne sont pas faciles à régler et on les règle que si on veut les régler, il est bon d'en parler.\